



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/L-actualite-des-medias-no3-2-au-13-juin-2003>

# L'actualité des médias n°3 (2 au 13 juin 2003)

- A suivre - L'actualité des médias (2003-2010) -



Date de mise en ligne : vendredi 13 juin 2003

---

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

---

Nous proposons désormais régulièrement sous le titre "L'actualité des médias" quelques brèves informations glanées dans la presse.

## I. Les Médias

- ▶ **AFP.** L'AFP a été « retoquée » (*Libération*, 13 juin) - et/ou « tancée » (*Le Figaro Economie*, idem) par la Cour des comptes. Motif : son budget 2003 affiche une perte de 14,2 millions d'euros, ce qui est « contraire au statut de l'agence » (*Le Figaro Economie*). Raisons notamment invoquées : le conflit en Irak qui n'était pas prévu. Solution de la Cour, déjà dénoncée par les syndicats : « mieux maîtriser la progression de ses charges ». Traduction de *Libération* : « réduire la masse salariale » .
- ▶ **AFP et CNN à la française.** Dans une tribune du *Figaro* (12 juin), Jean Miot, ancien PDG de l'AFP, apporte son grain de sel. Il plaide, en se tressant d'ailleurs quelques lauriers (« j'aime assez qu'on dise du bien de moi, mais certains jours je préfère le faire moi-même ! ») pour que l'Agence soit le « maître d'oeuvre de l'entreprise », en appuyant son propos sur sa qualité journalistique, la nature de ses prestations, la chance économique qui en résulterait et l'intégrité de ses journalistes « des soutiers de l'information - au sens noble qui ne se pavanent pas ».
- ▶ **VUP-Hachette.** *Challenges* (12 juin) , sous la plume de Christine Mital, revient sur les raisons de la démission de Jean-Louis Lisimaschio, ex-Pdg d'Hachette, en ces termes : « "Lisi" avait en effet plaidé [...] pour que le groupe accepte de céder des actifs dans des domaines où il allait se retrouver en position dominante. Mais non... Lagardère père et fils, forts de l'appui de Chirac et habitués à une gestion politique des dossiers, comme d'ailleurs Dominique Bredin, ancienne ministre socialiste, chargée de défendre la fusion à Bruxelles, s'obstinaient : tout ou rien ». A priori, ce sera « rien ». Car, c'est officiel , le dossier reste à Bruxelles pour « enquête approfondie », ce qui fait dire aux *Echos* (4 juin), se référant au marché boursier : « si l'opération devait totalement être remise en cause, sa déception risque fort d'être unanime » .  
Enfin, Yves Sabouret, directeur général des NMPP jusqu'au 30 juin (cf. L'actualité des médias n°1), récupérera vraisemblablement le dossier. Il vient en effet d'être chargé des relations du groupe Lagardère avec la commission de Bruxelles (*Newsletter Stratégies*, 06 juin).
- ▶ **Radio et fréquences.** *CB News* (9 juin) dans « *Bande FM : vers une nouvelle bataille des fréquences* » prévoit jusqu'à 2006 (période où devront être renouvelées 1500 autorisations qui arrivent à échéance) de sérieuses mêlées auprès du CSA. Déjà *Europe 1* et *RTL* « déplorent de ne pouvoir toucher un tiers de la population française et évoquent leur mise en péril » , et « *France Info, le Mouv' et les stations locales de Radio France* » commencent à rechigner.
- ▶ **Radio France.** *France-Inter* et *France Culture* ont fait grève du 2 au 10 juin. *Le Monde* (5 juin) note perfidement : « si le préavis [...] était en lien direct avec la mouvement de mobilisation nationale contre la réforme des retraites, ce thème a vite été balayé par d'autres préoccupations ». A savoir le déménagement provisoire de France-Inter pour des raisons de normes de sécurité, prévu avant le 21 septembre. Mais les syndicats (que l'on a peu entendu sur la question) craignent un déménagement définitif qui, à terme, signifierait une privatisation facilitée par cette séparation physique de la Maison ronde.  
Double langage : dans une interview à l'AFP (5 juin) Jean-Marie Cavada, président de Radio France se montre rassurant : « il n'est pas question de démanteler quoi que ce soit à Radio France et je m'y opposerai d'ailleurs »

*fermement* », mais furieux dans *Le Parisien* (6 juin) : « *je n'ai pas le choix, c'est un ordre de la préfecture de police* ». Il y juge l'attitude des grévistes « *infantile* » : « *ce matin à Inter seule trois personnes étaient en grève, dont deux techniciens. Cela a suffi à paralyser l'antenne* ».

- ▶ **TNT.** Autorisations attribuées par le CSA. Détails dans *Le Figaro Economie* du 13 juin.
  
- ▶ **Télévision.** Estimée à 50 millions d'euros par la banque Rothschild, *Paris Première* est jugée trop chère aux yeux de *M6* et *Lagardère* tous deux intéressés par cette chaîne appartenant au groupe Suez, qui veut se recentrer sur ses métiers d'eaux. (*L'Express* - 5 juin).
  
- ▶ **Télévision Locale.** *Le Monde* (11 juin) constate que « *l'intérêt pour les télévisions locales s'intensifie* » et notamment du côté de la PQR qui espère combler « *le manque à gagner* » consécutif à l'ouverture imminent de la publicité TV au secteur de la presse, distribution et édition. Attention cependant : « *la viabilité des télévisions à caractère commerciale est liée notamment à l'accès de la publicité pour le secteur de la distribution et à l'assouplissement du dispositif anticoncentration* » selon un rapport de la DDM (Direction du développement des médias). Bref, les grands groupes sont sur les dents : « *la Socpresse espère parvenir à la syndication d'une douzaine d'antennes locales, lui appartenant ou non, dans toute la France, afin d'intéresser les annonceurs nationaux. Les radios locales privées avaient déjà utilisé cette méthode au début des années 80* », précise *Le Monde*.

Par ailleurs, la Socpresse (*Le Figaro...*) et *TV Breizh* (groupe *TF1*) sont en concurrence pour l'attribution d'une fréquence à Nantes. Le CSA doit donner son avis prochainement. Souvenons-nous : « *l'empressement de la Une à ouvrir son 20 heures [à Dominique Baudis] à une explication probable : TF1 attend ces jours-ci beaucoup du CSA, et en particulier qu'il accorde, de préférence au groupe Hersant, une fréquence de télé nantaise à sa filiale TV Breizh.* » (*Le Canard Enchaîné* - 21 mai)

Enfin, Rémy Pfmilin, DG de *France 3*, dans un entretien au *Monde* (11 juin) affirme sa « *volonté* » (qui est en fait celle du Ministère de la Culture) de développer l'offre des régions par des « *partenariats* » accrus avec les « *collectivités locales* ». Sur la question des capacités de financements différentes selon les régions : « *à nous d'équilibrer* ». Sur la question de l'indépendance : « *ce débat est du même ordre que celui sur la publicité d'il y a vingt ans [...] je ne vois pas en quoi le fait d'être aujourd'hui en relation de partenariat avec des collectivités territoriales serait plus dangereux que de dépendre financièrement de l'Etat* ». Sur les réorganisations des métiers qui en découlera : « *Nous poursuivons les discussions avec les syndicats, avec le personnel, afin de les mobiliser autour de ce projet* ».

- ▶ **Audiovisuel européen 1.** Le rachat de *KirchMedia* a failli tomber à l'eau pour *TF1* après la défection de Haim-Saban, son allié dans ce dossier. Mais la chaîne française, prête à investir 100 à 150 millions d'euros, aurait fait « *savoir à l'administrateur judiciaire en charge du dossier qu'il veut rester dans la course* » selon *La Tribune*, 10 juin. Patrick Le Lay (PDG de *TF1*) dans une interview à l'hebdomadaire allemand *Focus* a affiché sa « *volonté [de ne pas être] des financiers de passage mais des industriels* ».
- A noter : le 11 juin *Le Figaro Economie* s'est fendu d'un article sur les autres candidats (trois banques allemandes, dont une publique) en s'axant sur leur « *plan de sauvetage contesté* ».

- ▶ **Audiovisuel européen 2.** « *Revirement* » (*Le Figaro Economie*, 10 juin) parle de stratégie de la part de *Bertelsmann*. Dès qu'il aura vendu son groupe de presse Springer, il entend investir de nouveau dans l'audiovisuel

européen « *en repli* » et donc attractif (cf. *TF1* et *Kirch*). Délesté du *Groupe Moniteur* et du *Groupe Tests* depuis peu (cf. l'Actualité des médias n°2), Bertelsmann lancé un emprunt obligataire le 19 mai dernier, de 500 millions d'euros sur sept ans, afin de « *refinancer des emprunts bancaires qui arrivent à échéance et à accroître le financement de l'entreprise par les marchés financiers* » selon le communiqué repris par *Le Figaro Economie* (20 mai).

- ▶ **Audiovisuel européen 3.** Toujours selon *La Tribune* (10 juin), Saban délaissant Kirch lorgnerait désormais, en compagnie d'un fonds d'investissement, sur l'audiovisuel britannique (*Carlton* et *Granada*).
- ▶ **Audiovisuel européen 4.** Après la TNT, la TV via Internet é moustille désormais « *politiques, industriels, opérateurs de télécoms, chaînes* » *Les Echos* (12 juin). Seul hic, la technique qui n'est pas au point et le coût qui n'est pas viable.
- ▶ **Canal Plus.** La normalisation guette la chaîne « *irrévérencieuse* » depuis le débarquement sur son sol d' « *anciens de Bouygues* » [1] *Canal Plus* est en proie à des difficultés financières (« *une perte record de 130 000 abonnés* », selon *Le Monde* du 12 juin).  
*Le Canard Enchaîné* (3 juin) a dévoilé, quant à lui, une note interne du « *numéro deux* » Guillaume de Vergès, approuvée par le numéro un, qui manifeste la nécessité de se « *recentrer sur des valeurs plus larges, plus positives d'éthique et de transparence, de rassemblement et d'intelligence* ».  
Ce qui n'est pourtant pas le cas à l'interne, si l'on en croit *Capital* de juin signalant, sous le titre "*Guerre civile à Canal City*", une ambiance détestable et des pratiques patronales "musclées".
- ▶ **Presse quotidienne nationale.** L'AMI (association mondiale des journaux) dont le congrès se tenait à Dublin du 8 au 11 juin, a débattu de l'avenir. Partant du constat global que la diffusion recule (5,1 % sur cinq ans en France), le salut se trouve dans deux chantiers, selon *Le Monde*, 13 juin (« *les jeunes générations de lecteurs et la multiplication inévitable des canaux de distribution de leur contenu* » à savoir Internet qui n'est plus tabou).  
Mais le quotidien en ajoute d'autres teintés de marchandisation (« *des innovations en matière de produits* ») et de dérégulation (« *la signature d'alliance entre les médias [qui] espèrent aussi voir les réglementations touchant la concentration dans les médias s'assouplir, à l'image de la récente décision de la Federal Communications Commission* »). Voir plus bas à ce propos.
- ▶ **Presse quotidienne nationale économique et publicité.** Selon *Presse News* (5 juin), la presse économique quotidienne risque de perdre la manne publicitaire qui provient des cahiers spéciaux dits « *émetteurs de communiqués réglementaires* ». Ces communications d'entreprises obligatoires et relatives à des opérations boursières (avis financiers) sont visées par un projet de directive européenne qui « *prévoit de libérer ces émetteurs de leur obligation de parution papier* » au profit de l'Internet jugé plus accessible. Le SPP (Syndicat de la presse parisienne) mandaté par les protagonistes inquiets se prépare à d'intenses opérations de « *lobbying* » auprès de la COB pour faire amender ce projet.
- ▶ **Presse quotidienne nationale gratuite.** Souffrant de « *trésorerie hypertendue* » *Métro* était en « *quête d'argent frais* » (tous médias). Parmi les solutions envisagées, après des contacts infructueux avec *Hersant*, *Le Parisien*, *Libération* faisaient état le 7 juin d'une possible fusion avec *France-Soir*.  
Aux dernières nouvelles, c'est grâce à un fonds d'investissement que *Metro* a décidé d'assurer sa « *recapitalisation* » (*Les Echos*, 11 juin).
- ▶ **Presse périodique et pression publicitaire.** *Stratégies* (6 juin) tire le bilan des débats du 34<sup>ème</sup> Congrès mondial de la presse magazine : « *Les annonceurs de plus en plus exigeants* ». Le PDG de Nestlé ose : « *Pour parvenir [à créer des liens forts avec les consommateurs], les magazines devraient nous aider à faire de la publicité une partie intégrante de l'expérience de lecture* ».

- ▶ **Résultats 1 et stratégie.** Depuis le 4 juin, toute la presse en parle dans ses rubriques médias ! Mauvaise stratégie, endettement, et chute des revenus publicitaires : *Le Monde* est en déficit pour la deuxième année consécutive (de 16 millions d'euros en 2002) aux dires de sa section SNJ (Syndicat national des journalistes). Son entrée en bourse évoquée récemment (lire « L'actualité des médias du 16 au 31 mai ») est de plus en plus compromise.  
Notons que le groupe de publicité Publicis « déjà actionnaire » est venu à la « rescousse » (*Le Figaro Economie*, 12 juin) du quotidien « en souscrivant pour 12 millions d'ORA ».  
Enfin, on apprend par la *Newsletter de Stratégies* (11 juin) que *Le Monde* s'apprête à devenir majoritaire dans le *Midi Libre*, passant sa participation de 47,97 % à 51 % et à conclure un accord avec *Télérama* pour sauver les *Cahiers du Cinema* en mauvaise forme également.
  
- ▶ **Résultats 2 .** Avec une diffusion en augmentation de plus de 10 % en moyenne à Paris et une croissance de 56 % de la pagination publicitaire (TNS Média), selon (*Stratégies*, 6 juin), *France-Soir* semble en voie de redressement (économique) si l'on en croit son directeur Philippe Bouvard qui souhaite atteindre « 100 00 exemplaires payés au début 2004 contre, 77 432 en 2002 ».
  
- ▶ **Résultats 3.** Les quotidiens sont en crise mais les magazines en forme. Le groupe britannique *Emap* parade : bénéfice de 242.8 millions d'euros, croissance de 16 % (*Le Monde*, 4 juin)
  
- ▶ **Cession 1.** Après le rachat du groupe *Express-Expansion* par la *Socpresse* (*Le Figaro...*) - dont l'actionnaire principal est Dassault -, une « vingtaine de journalistes », ont décidé de bénéficier de la clause de cession, une disposition légale qui, en cas de changement de propriétaire, permet aux journalistes de quitter leur entreprise avec des indemnités de licenciement. Tous les partants ne devraient pas être remplacés, s'inquiète-t-on en interne (*Le Monde*- 3 juin).
  
- ▶ **Cession 2.** De la *Comareg* (pôle de presse gratuite de Vivendi Universal) à *France Antilles* pour un montant de 135 millions d'euros (*Presse News*, 5 juin).
  
- ▶ **Le Monde** et Justice. De nouveaux plaignants contre l'éditeur Fayard et les auteurs Péan-Cohen. La plainte (23 mai) émane de la SRM (Société des rédacteurs du *Monde*). *Charlie Hebdo* (5 juin) s'est amusé à faire « l'addition des dommages et intérêts réclamés » par *Le Monde* dans son procès « historique » : 2,7 millions d'euros.
  
- ▶ **Redevance.** Selon *La Tribune* et *La Croix* (6 juin), la MEC (mission de contrôle et d'évaluation) de l'Assemblée Nationale souhaitait proposer prochainement de « remplacer la redevance par un autre prélèvement sur la taxe d'habitation ». A priori, l'idée est rejetée car l'on se dirige plutôt vers une bonne vieille « revalorisation » (*Le Figaro Economie* 13 juin) dont on ne connaît pas encore les termes.
  
- ▶ **New York Times.** *Le Figaro Economie* signale dans son édition du 11 juin, que le quotidien américain, qui a pris contrôle de « *l'International Herald Tribune* veut investir dans le produit. A l'étude, le doublement de la pagination et son passage en couleur ». En vente dans les supermarchés ?
  
- ▶ **Image.** Bien que « non rendue publique » (jusqu'à ce que *L'Express* le fasse, 5 juin), une étude (*Sorgem*) montre que l'image de France 3 « tranche nettement sur celles de ses concurrents ». A savoir « digne de confiance », «

populaire », qui « n'enferme pas ses téléspectateurs dans des plaisirs honteux » (sic). Pour information, la part d'audience de la chaîne plafonne à 17 % en 2003 selon l'institut *Mediamétrie*, contre 32.7 % pour *TF1*.

- ▶ **Lauriers 1.** Palmarès du Grand Prix des médias 2003 par CB News et son jury de professionnels (qui va de l'animateur de Star Academy, sur *TF1*, à Robin Leproux, directeur général de *RTL*, en passant par Michèle Cotta). Grand prix attribué à *France Télévisions*, et *CB News* (2 juin) de préciser : « ce Grand Prix peut apparaître assez conventionnel. Il n'est pourtant que le reflet de l'activité des médias depuis un an. Pas grande révolution, pas de grandes innovations, pas de grandes idées brillantes et créatives ». Entre autres primés, dans la catégorie « Quotidien national de l'année » : *La Croix*, ou « Coup média de l'année » de l'année : le *100 minutes* de Nicolas Sarkozy (France 2). Bref « pas de grandes idées brillantes et créatives », effectivement...
- ▶ **Lauriers 2.** Palmarès de l'AMI (association mondiale des journaux) dont le congrès se tenait à Dublin, publié par *Libération* (11 juin). Les premiers sont quatre Japonais qui tirent en millions et le premier Français n'est que 56ème : il s'agit de *Ouest-France*. Les critères sont fondés sur le tirage (ce qui explique peut-être que *Libération* ne se cite pas dans cet article).
- ▶ **Lauriers 3.** Les Etoiles de l'OJD qui distinguent les plus fortes progressions annuelles ont été décernées le 12 juin (cf. *Le Monde* 13 juin), à *La Croix* - « un journal qui associe lucidité sur l'actualité (tout ce qui se passe est vrai) et espérance (une vérité est à venir, plus loin que l'actualité) » s'auto-congratule et prophétise Bruno Frappat ; la *Dordogne Libre* ; *Aujourd'hui en France / Le Parisien Dimanche* et *Entrevue*.
- ▶ **Conflit social.** Le SPP (syndicat de la presse parisienne) s'est fendu d'un communiqué, intégralement relayé par *Le Figaro Economie* le 3 juin, qui dénonce la « grève incompréhensible » du Cilp (Comité intersyndical du livre parisien).
- ▶ **Dérégulation des médias américains.** Une réforme « prévoit notamment d'autoriser un seul groupe de médias à contrôler 45% de l'audience télévisée nationale - contre 35% actuellement - et envisage de supprimer les limites qui empêchaient jusqu'alors les chaînes de télévision et les journaux s'adressant aux mêmes publics d'être possédés par une même entité » (*Le Figaro Economie*, 3 juin). Petit tollé d'opposants « pour "protéger le pluralisme des médias" contre l'appétit des "prédateurs" », et même de Ted Turner qui se prend à défendre la démocratie alors que les raisons qui motivent la FCC, Agence fédérale des communications sont plus triviales, et ont ce mérite d'être franches : « La viabilité économique du secteur » est (jugée) en péril.

## II. Les Infos

- ▶ **Traitement médiatique et Irak.** Nouvelles critiques (voir l'actualité des médias numéro 2). *Le Figaro Economie* du 13 juin a eu besoin d'une étude comportementale « réalisée par l'Observatoire du débat public sur deux échantillons de dix personnes, l'un regardant le vingt heures de France 2, l'autre celui de TF1 [...] alors que les américains rentrés sur Bagdad » pour rapporter que « l'information spectacle est dénoncée, la manipulation ou la désinformation redoutée, le recours à l'émotion plus qu'au factuel dénoncé ».
- ▶ **Traitement médiatique et Pouvoir 1 .** La critique des médias est décidément en plein dynamisme. Les télévisions sont également dans la ligne de mire des enseignants sur leur traitement du conflit social (*Le Monde*, 4 juin). Stéphane Rozès, par ailleurs habitué des plateaux, se lance pour le quotidien dans une analyse sur la « représentation des français » : « Le contenu de l'information des radios et des télévisions est souvent construit à

partir du travail des confrères de la presse écrite. Enfin, les médias évoluent dans un marché très concurrentiel. Les audiences rendent le contenu de l'information dépendant de la demande du consommateur et de sa vision des choses relatives par ces sondages ».

- ▶ **Traitement médiatique et Pouvoir 2** . En Italie le directeur de la rédaction du *Corriere della Serra* a démissionné. S'il invoque des raisons « personnelles » et une usure (« fin de cycle »), *Libération* (2 juin) souligne : « Silvio Berlusconi aurait peu goûté la manière dont la quotidien a couvert ces derniers mois, son procès pour corruption de magistrats [...] De la même manière, la ligne du journal sur la guerre en Irak »

### III. Les Journalismes

- ▶ **Le Figaro** et Justice : Information révélée par *Le Monde* (7 juin). Deux « autres personnes » (*Libération*, 7 juin) et Jean de Belot, qui est directeur de la rédaction du *Figaro* ont été mis en examen pour délit d'initiés dans la cadre de l'OPE Carrefour-Promodès. Il aurait selon la justice « tiré profit d'informations confidentielles (*Newsletter Stratégies*, 10 juin) alors qu'il était « à la tête du *Figaro Economie* ».
- ▶ **Lois liberticides**. *L'Humanité* (1er juin) rappelle qu'une nouvelle étape s'apprête à être franchie dans la limitation de la liberté de presse avec l'adoption en première lecture de la loi Sarkozy et Perben. Elle prévoit par ses articles 28 et 49 qu'un juge d'instruction, un procureur de la République ou un officier de police judiciaire « peut requérir de toute personne, de tout établissement ou organisme privé ou public, ou de toute administration qui sont susceptibles de détenir des documents, de lui remettre ces documents sans que puisse lui être opposée l'obligation au secret professionnel ». En cas de refus : 3 750 euros d'amende. En clair, des perquisitions à domicile sont désormais possibles. Soria Blatmann de RSF : « un simple OPJ pourra obliger un journaliste à dévoiler ses sources simplement parce qu'il est susceptible d'avoir des documents intéressants pour l'enquête ». A suivre.
- ▶ **Bidonnage et New York Times**. Suite logique dans l'affaire du *New York Times* (cf. l'actualité des médias n°2), la démission de son directeur Howell Raines et de son adjoint. *Les Echos* (6 juin) précisent : « son style tranché lui a créé beaucoup d'ennemis ». D'ici à ce qu'il crie au complot...
- ▶ **Bidonnage 2**. Dans *Libération* (11 juin) : Le tabloïd britannique *News of the world* avait déjoué enlèvement des enfants du footballeur people David Beckham avait en fait orchestré ce scoop en piégeant un réfugié Kosovar « criblé de dettes ». Le quotidien n'en est pas à son coup d'essai.
- ▶ **Lauriers 4**. 65ème Prix Albert Londres à Marion Van Renterghem (*Le Monde*) pour une série de sujets sur les « dissidents cubains » ou « l'esclavage moderne » - de l'international, en somme) et Bernard Lecoq et Gilles Jacquier (*France 2*) pour leurs reportages sur l'Intifada notamment [2].

Charb dans « Raffarin finance la presse », (*Charlie Hebdo*, 5 juin) raille cependant cette presse écrite « libre et indépendante » dont se nourrissent les JT : « un rédacteur en chef peut couper dix lignes de l'intervention d'un manifestant, d'un syndicaliste ou d'un ministre tant qu'aucun de ceux-ci n'a payé », et le lecteur français « qui préfère ne pas s'informer, ou s'informer autrement [ la télévision par exemple ?] que par la presse, plutôt que de lire des âneries ».

A ce propos, *Capital* (juin) publie un sondage CSA sur la « palme du mensonge », dans lequel figure Jean-Marie Colombani (11ème position, 36 % des sondés estiment qu'il « ne dit pas la vérité dans son domaine ») suivi par

Patrick Poivre d'Arvor (34 %). Pour information, Messier : 74 % et Raffarin : 52 %.

- ▶ **Mouvements.** Arrivée de Michel Labro (ancien de *L'Express*) au *Nouvel Observateur*, en tant que directeur adjoint. *Presse News* (5 juin) ajoute « certains affirment qu'il s'agit de marquer à la culotte le directeur de la rédaction Laurent Joffrin ».
- ▶ **Journalisme et Politique.** Robert Namias, directeur de l'information sur *TF1*, vient d'être nommé président du Conseil national de la sécurité routière (*VSD*, 5 juin). Au nom de quoi ? c'est « un domaine qu'il maîtrise parfaitement » selon le news. Ce « passionné » croit utile de préciser : « c'est vrai qu'étant l'un des dirigeants de *TF1*, le fait d'être président ce Conseil national, ne laisse pas indifférent. Mais ce Conseil a été créé par le gouvernement Jospin en 2001. J'ajouterai que les jeunes tués sur les routes sont ni de droite ni de gauche ».
- ▶ **Copinage.** *Le Nouvel Observateur* (22 mai) sous la plume d'Angelo Rinaldi était le seul de la place à copieusement critiquer le livre de Christine Ockrent sur Françoise Giroud. Las, cette dernière s'est vu offrir un droit de réponse sur deux colonnes, la semaine suivante : « C'est Giroud qu'il trahit ».
- ▶ **Dominique Baudis 1.** *Stratégies* (6 juin) dans « *Dominique Baudis doit-il démissionner ?* » relate le point presse mensuel du *CSA* (22 mai) : « Une question brûle les lèvres : sur quels éléments tangibles le président [Baudis] se fonde-t-il pour évoquer une possible manipulation de l'industrie pornographique ? Mais le silence est assourdissant. Télévisions [inhabituellement nombreuses ce jour-là, note plus haut le journaliste] et radios restent muettes, se sentant mal placées (sic) pour éventuellement mettre dans l'embarras celui qui est d'abord le premier des « gendarmes de l'audiovisuel ».

Notons, par ailleurs, que seul *Le Figaro* et *VSD* ont publiées la lettre de Patrice Alègre envoyée à Karl Zero.

*Le Nouvel Observateur* s'élève contre les « dérapages » des confrères (12 juin), ce qui ne l'empêche cependant pas de faire sa Une sur l'affaire.

- ▶ **Dominique Baudis 2 et paranoïa.** Daniel Schneidermann a fait le malin dans son billet (*Le Monde Radio Television* du 7 juin) en raillant le comportement de Daniel Bilalian lors d'un JT à propos d'une information relative à l'affaire Baudis (la visite du bureau du juge d'instruction par des soi-disant inconnus). Un « sujet » était prêt jusqu'au moment où, en direct, Bilalian fait part d'une dépêche *AFP* qui « vient de tomber » sur la « visite » qui n'est en fait que celle habituelle des personnels du ménage. Mais Schneidermann met en doute la bonne foi de Bilalian, le moque et l'accuse de participer consciemment à la curée, en prétextant que le présentateur avait connaissance de la dépêche bien avant le JT : « On jurerait que Bilalian vient de prendre connaissance de ce démenti » - ironise-t-il.

A tort. C'est en effet son propre journal (daté du 10 juin) qui assène sèchement un « pan sur le bec » de son redresseur de torts médiatiques, sous forme d'un rectificatif discret niché page 10 : « Contrairement à ce qui était indiqué dans la chronique de Daniel Schneidermann, les horaires des dépêches *AFP* sont des horaires GMT. La dépêche datée de 11h52 est donc « tombée » en France à 13h52, et Daniel Bilalian ne pouvait évidemment pas en avoir connaissance en présentant son journal de 13 heures sur France 2 ». L'arroseur arrosé...

## IV. Les Ressources



**Parutions.** *L'argent de la presse française de 1820 à nos jours*, de Patrick Eveno, Ed. du Comité des travaux historiques et scientifiques.

---

[1] Lire dans [Le Journal permanent du Nouvel Obs](#).

[2] Pour en savoir plus sur le Prix Albert Londres, voir [la rubrique sur le site de la SCAM](#) (Note d'Acrimed).